

Vladimir Poutine ne perçoit plus les États-Unis comme des « partenaires »

par Giulietto Chiesa

Le discours de Vladimir Poutine à Sochi marque un tournant dans les relations internationales. Le président russe a clairement fait comprendre que désormais, il ne perçoit plus les États-Unis comme des « partenaires ». Il ne s'agit pas d'une déclaration de guerre, mais d'un constat : les États-Unis sont en guerre contre le reste du monde. Giulietto Chiesa analyse les conséquences de ce pas en avant.

RÉSEAU VOLTAIRE | ROME (ITALIE) | 8 NOVEMBRE 2014

ITALIANO



A Sochi, en ce mois d'octobre 2014, Vladimir Poutine a remis à plat de façon drastique les rapports entre la Russie et Washington. Un discours bien pensé [1] ; en sous-estimer l'importance serait une grave erreur. Bien plus fort, et à certains moments, dramatiquement limpide par rapport à celui qu'il avait prononcé à Munich en 2007 [2]. Au cours de ces 14 années de pouvoir, le président russe n'était jamais allé

aussi loin. Et on comprend mieux pourquoi en suivant son raisonnement.

Voyons de quelle remise à plat, ou « Reset », il s'agit. Jusqu'à hier, Poutine était resté « à l'intérieur » du schéma post-Guerre froide. Il y était resté à la fois parce qu'il n'avait pas vraiment le choix, et parce que selon toute probabilité, il croyait à ce schéma qu'il pensait être utile et réaliste. Mais l'idée de le dépasser restait bien présente dans son esprit, à plus ou moins long terme, en bâtissant avec les États-Unis une nouvelle architecture pour la sécurité internationale.

Parler de « couleuvres » à propos de tout ce que la Russie a dû avaler sans piper mot, pendant des années, depuis la chute du Mur est un doux euphémisme. Il serait plus juste de parler de gifles reçues. La Russie a été mise à l'écart de la plupart des décisions majeures au niveau international, reléguée au second plan, écartée sans aucun égard. C'était (aussi) un moyen de lui faire comprendre qu'elle comptait « pour du beurre », et qu'on ne tenait pas à ce que cela change.

Exclue de la gestion des conflits en Afrique, ignorée dans le débat sur les questions financières, mise dans la file d'attente du Nouvel Ordre Mondial. Durement blessée lors de la guerre en ex-Yougoslavie, jusqu'au bombardement de Belgrade et à l'indépendance du Kosovo. Admise à la table des négociations seulement quand elle était indispensable, comme lors des discussions avec l'Iran et durant la crise syrienne.

Pire : avec les derniers présidents états-uniens, de Bill Clinton à Barack Obama en passant par George W. Bush, les États-Unis ont manœuvré à l'échelle planétaire en omettant royalement de reconnaître la zone d'influence de la Russie, en allant s'y promener sans aucune espèce d'égard diplomatique. Ils se sont installés dans l'ensemble de l'Asie centrale ex-soviétique : de l'Azerbaïdjan à la Kirghizie. Pas toujours avec le même bonheur évidemment, mais l'essentiel était de faire passer le message : Washington signifiait ainsi à Moscou qu'il ne tenait aucun compte du poids de la Russie dans cette région du monde.

Sans parler de l'Otan, dont l'expansion vers l'est, après la fin du

Pacte de Varsovie, s'est poursuivie sans relâche, en même temps que l'élargissement de l'Union européenne à toute l'Europe orientale, jusqu'à inclure certains territoires qui avaient fait partie de l'Union soviétique comme les trois républiques baltes. Le tout, en violation des accords, verbaux et écrits, qui interdisaient à l'Otan d'installer des bases ou des armements dans les nouvelles républiques qui adhéraient les unes après les autres à l'Union européenne. Une expansion accompagnée de déclarations toujours plus en décalage avec les faits, et selon lesquelles l'expansion de l'Otan n'était pas motivée par un encerclement progressif de la Russie.

Enfin, les opérations de ces dernières années, avec l'inclusion de la Géorgie de Mikheil Saakachvili dans les mécanismes de l'Otan, et la promesse d'une future entrée dans l'Otan, toutes voiles dehors, de la quatrième ex-république soviétique ; et avec les pressions et les promesses similaires faites à la Moldavie. Souvenons-nous aussi de la « guerre de Géorgie », qui s'était conclue avec la lourde défaite de Tbilissi après le massacre de Tzkinvali et l'intervention des forces armées russes pour repousser les Géorgiens du territoire d'Ossétie du Sud. La reconnaissance par la Russie des deux républiques d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud (que Poutine n'avait pas officialisée avant août 2008) fut le premier signe montrant que le Kremlin avait décidé – même si ce n'était pas de sa propre initiative, mais contraint par les manœuvres adverses – de dire stop à Washington.

Tout ceci a été tout d'un coup mis au second plan par la périlleuse aventure du coup d'État à Kiev, qui a vu le renversement par la violence du président Viktor Ianoukovytch et l'établissement d'une nouvelle Ukraine ostensiblement belliqueuse et hostile vis-à-vis de Moscou. Le tout non seulement avec le consensus, mais aussi le financement, la supervision, et le contrôle par les États-Uniens des opérations sur le territoire ukrainien, au niveau politique d'abord, et militaire ensuite.

On ne peut pas comprendre pleinement la synthèse opérée par Poutine à Sotchi si l'on ne tient pas compte de l'ensemble de ces événements.

La conclusion qui s'impose est la suivante : le leadership états-unien ne prévoit aucune forme de multipolarité ni aucun respect des règles entre partenaires de mêmes niveaux. Il n'existe plus de règles communes. Il ne reste que le chaos, sans aucune direction générale.

Poutine en prend acte – sans le dire explicitement, mais en montrant qu'il a parfaitement compris que la véritable cible, c'était lui, sa propre personne. Que les sanctions économiques ne visaient pas à sanctionner la Russie, mais à pénaliser son propre entourage. Que dans les comportements et les déclarations des dirigeants occidentaux, on discernait aisément l'idée que Poutine ne représentait pas la Russie, et que donc, une fois qu'il aurait été éliminé, la Russie pourrait rentrer dans le rang.

Autrement dit : l'Occident n'entend pas négocier avec la Russie tant que Poutine reste à sa tête.

La riposte de Sotchi est claire et nette, et constitue un point de non-retour. Elle s'appuie sur plusieurs piliers fondamentaux. Le premier est l'idée que l'unité de l'Occident est relativement précaire. L'Europe est loin d'être compacte derrière l'Amérique. Elle reste une partenaire, même sous contraintes. Les chiffres portant sur les échanges économiques et commerciaux parlent d'eux-mêmes, tout comme l'histoire de l'après-guerre. C'est le premier pilier. Et cela pourrait être un pari qui ne se renouvellera pas. Mais c'est clairement une façon de laisser ouvert l'ensemble des scénarios possibles. Poutine montre qu'il sait parfaitement que la Russie qu'il a entre ses mains est associée de mille façons au système occidental. Même durant ses quatorze années de pouvoir, et pas seulement durant la période Eltsine, la Russie s'est liée pieds et poings au destin de l'Occident. Elle est par conséquent vulnérable et devra payer la facture, qui sera sans doute très salée. Poutine se retrouve ainsi le dos au mur, et devra prouver à ses concitoyens qu'il parvient à s'en dépêtrer.

Le problème pourrait se dénouer du fait de la crise politique de cette Europe. L'effritement des partis politiques, pratiquement partout, montre que l'on peut trouver d'autres interlocuteurs, en dehors des « conservateurs » traditionnels liés aux partis de gauche

sociaux-démocrates, tous désormais pro-atlantiques. L'Europe populaire se déplace vers la droite, prenant une tendance anti-européenne, antiméricaine et anti-globaliste, et converge vers l'autre pilier sur lequel Poutine s'appuie : celui du patriotisme, du conservatisme éthique, des valeurs traditionnelles de la famille, de l'éducation, du respect du passé. La « Famille européenne » pourrait bien s'en trouver modifiée dans les prochaines années.

Et il y a un troisième pilier, évident celui-là : l'Orient, la Chine, l'Iran, le reste du monde. C'est dans cette direction que se tournera l'aigle à deux têtes, si les tentatives vers l'Occident devaient mal tourner. Les sanctions —explique Poutine— n'arrêteront pas cette Russie, qui telle qu'il la décrit, apparaît comme soudainement réveillée, solidaire, et compacte comme elle ne l'était plus depuis des dizaines d'années. C'est une sorte de prélude à un gouvernement de salut national, auquel pourraient bien participer les communistes de Guennadi Ziouganov, les libéraux démocrates de Vladimir Jirinovski, ainsi que les nationalistes de droite comme de gauche, ignorant superbement les distinctions qui ont cours en Europe et plus généralement en Occident, mais qui n'ont jamais eu de poids réel en Russie.

L'« Amérique » d'Obama, l'« Amérique » que Moscou perçoit comme en proie à une crise sans retour (car après Obama, on pourrait bien avoir le pire du pire, avec Hillary Clinton qui gagnerait les élections sur la base d'un programme républicain des plus forcenés), n'est plus un partenaire.

L'ours russe —ainsi s'est exprimé Poutine— n'entend pas sortir de son territoire. Il n'a pas d'ambitions expansionnistes. Mais il n'est pas pour autant prêt à se faire déloger.

Poutine est arrivé à cette conclusion. C'est son plan pour résister. Il faudra maintenant voir s'il est en mesure de le mener à bien. Et avec cette « Amérique » qui joue à « ça passe ou ça casse », la partie s'annonce ardue. D'autant que les deux protagonistes se retrouvent le dos au mur.

Giulietto Chiesa

[1] « [Discours de Vladimir Poutine au Club de Valdai](#) », par Vladimir Poutine, Traduction sayed7asan, *Réseau Voltaire*, 24 octobre 2014.

[2] « [La gouvernance unipolaire est illégitime et immorale](#) », par Vladimir Poutine, *Réseau Voltaire*, 11 février 2007.

Source : « [Vladimir Poutine ne perçoit plus les États-Unis comme des « partenaires »](#) », par Giulietto Chiesa, Traduction IlFattoQuotidiano.fr, *Réseau Voltaire*, 8 novembre 2014, www.voltairenet.org/article185857.html